



Syndicat National des Médias et de l'Écrit



## **Préavis de grève pour défendre l'Audiovisuel Public français**

Deux ans après avoir supprimé la contribution à l'audiovisuel public, le gouvernement et le Parlement français envisagent d'imposer, en quelques semaines, et sans concertation avec les salariés des entreprises concernées, une restructuration de l'audiovisuel public pouvant déboucher sur une fusion de plusieurs sociétés (France Télévisions, Radio France, l'INA, et potentiellement France Médias Monde).

En raison de sa spécificité multilatérale, francophone, avec un actionariat français, belge, canadien, québécois, suisse et monégasque, TV5MONDE n'est pas concernée par ce projet. Pour autant, ses salariés s'inquiètent de ce projet délétère, sans réel objectif éditorial, qui déstabilise l'audiovisuel public français alors que celui-ci, plébiscité par le public, joue pleinement son rôle face à des médias privés contrôlés par une poignée de milliardaires.

Chaque société de cet ensemble apporte une pierre à un édifice global, pluraliste, où chacune, avec sa propre ligne éditoriale, répond aux attentes des publics. Tout projet de holding/fusion s'accompagnera inévitablement d'une perte des spécificités de chacun, une réduction des moyens humains et financiers, une dégradation des conditions de travail, une perte d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques et in fine dégradera la qualité des programmes et de l'information.

**La seule loi indispensable à l'audiovisuel public français consiste à garantir son indépendance et ses moyens grâce à un financement solide et adapté.**

Les organisations syndicales signataires de TV5MONDE, en solidarité avec les salariés des autres entreprises de l'audiovisuel public, exigent donc le retrait de tout projet de holding et/ou de fusion concernant ces sociétés et la mise en place rapide, au plus tard à l'automne 2024, d'un dispositif de financement pérenne et dynamique du service public audiovisuel, garantissant à la fois son indépendance à l'égard du pouvoir exécutif et les moyens nécessaires à la réalisation de ses nombreuses et indispensables missions.

Afin de faire entendre ces revendications, les organisations syndicales signataires appellent tous les salariés de TV5MONDE à cesser le travail le jeudi 23 mai à 00h01, et ce pour une durée de 48 heures.

**Mobilisons-nous pour défendre les spécificités et les salariés  
des Audiovisuels Publics francophones !**

Paris, le 17 mai 2024.